

Recours aux sources

DU MÊME AUTEUR

Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire, Septentrion, 1998 (préface de René Durocher).

Parole d'historiens. Anthologie des réflexions sur l'histoire au Québec (avec Julien Goyette), Presses de l'Université de Montréal, coll. « PUM — Corpus », 2006.

Les Réformistes. Une génération canadienne-française au milieu du XIX^e siècle, Boréal, 2009.

L'Histoire nationale en débats. Regards croisés sur la France et le Québec (codirection avec Serge Cantin), Paris, Riveneuve éditions, 2010.

Éric Bédard

Recours aux sources

Essais sur notre rapport au passé

Boréal

© Les Éditions du Boréal 2011
Dépôt légal : 3^e trimestre 2011
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Diffusion au Canada : Dimedia
Diffusion et distribution en Europe : Volumen

*Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada*

Bédard, Éric, 1969-

Recours aux sources

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-7646-2109-7

1. Québec (Province) – Histoire – 20^e siècle. 2. Conservatisme – Québec (Province). 3. Nationalisme – Québec (Province). 4. Québec (Province) – Histoire – Autonomie et mouvements indépendantistes. I. Titre.

FC2923.2.B42

2011

971.4'04

C2011-941387-6

ISBN PAPIER 978-2-7646-2109-7

ISBN PDF 978-2-7646-3109-6

ISBN ePUB 978-2-7646-4109-5

Pour Nadja

*Le fait brutal, c'est que nous n'aimons pas
notre passé.*

MICHEL BRUNET, *Notre passé,
le présent et nous*, 1976

Ouverture

C'est de notre rapport au passé qu'il sera question dans ce livre. Je constate, trente-cinq ans après l'historien Michel Brunet, que la plupart des Québécois n'aiment toujours pas leur passé. Pourquoi ?

L'année 2010 a marqué le cinquantième anniversaire de la Révolution tranquille. Pour la grande majorité des Québécois, 1960 constitue l'an zéro du Québec « moderne », c'est-à-dire du seul vrai Québec qui nous ressemble et qui nous intéresse. Au centre de notre mémoire collective trône toujours cette embarrassante « Grande Noirceur » qui, pour certains, se confond avec le régime de Maurice Duplessis et, pour d'autres, avec toute l'histoire d'un Canada français clérical, ethnique et traditionaliste. Nous sommes au cœur du problème.

Le Québec n'est évidemment pas la seule nation à entretenir un rapport trouble avec son passé. L'Allemagne, la Chine, la Russie, la Turquie, le Cambodge et le Rwanda sont hantés par des crimes de masse ; la France et les États-Unis sont sommés d'offrir d'importantes réparations aux descendants des victimes du colonialisme et de l'esclavagisme. Fort heureusement, le Québec n'a pas d'aussi lourds antécédents que ces pays. Pourtant, quelque chose ne passe pas.

Cinquante ans après le début de la Révolution tranquille, l'idée de Grande Noirceur semble avoir été complètement intériorisée. Comme le montrent plusieurs essais regroupés dans ce livre, ce passé sert le plus souvent de repoussoir ou de contre-modèle et

permet de justifier les idées sinon les réformes les plus saugrenues : nouveau programme d'histoire au secondaire, éclipse de l'histoire nationale à l'université, inter/multiculturalisme prôné par nos élites, violence révolutionnaire, « renouveau pédagogique », etc. Surtout, la Grande Noirceur en vient à faire écran à ce qu'est devenu le Québec. Nos griefs étant tournés vers le passé, il est mal venu de critiquer le Québec issu de la Révolution tranquille. En effet, lorsqu'on n'adhère pas à la vulgate de la Grande Noirceur, on est confiné au camp des nostalgiques ou des réactionnaires. Les plus généreux diront qu'on idéalise les hommes du passé ou qu'on manque d'esprit critique ; les plus sévères, qu'on rêve secrètement de voir les femmes retourner à la maison ou qu'on fait le jeu du grand capital.

Tout se passe comme si nous étions habités par cette certitude tranquille d'être dans le Vrai et dans le Bon. Cette conviction, apparemment inébranlable, selon laquelle notre époque surpasserait moralement toutes les autres participe évidemment d'un mouvement beaucoup plus large de la modernité. Ce mouvement se serait radicalisé depuis les années 1960 au point que plusieurs préfèrent parler d'hypermodernité ou d'ultramodernité — plutôt que de postmodernité. Peu importe les concepts retenus, ce manque d'humilité et cette arrogance m'ont toujours beaucoup irrité, car les sociétés d'aujourd'hui n'ont pas de quoi pavoiser. Nous, modernes, devrions avoir le triomphe plus modeste.

Mais ce sont d'autres considérations qui alimentent ma réaction épidermique à l'idée de Grande Noirceur. Si les premières sont historiographiques, les secondes découlent d'un rapport plus personnel au passé.

Il est vrai qu'en 1960, le Québec accusait certains retards, que la majorité canadienne-française était économiquement inférieure, que l'État intervenait peu dans le secteur de la santé et des services sociaux, que les femmes mariées étaient considérées comme des mineures par le Code civil, que certains curés exerçaient une pression morale souvent insupportable sur les femmes, que l'Église était omniprésente, notamment en éducation, que quelques intellectuels fascisants ont eu une certaine influence. Il

est aussi vrai, néanmoins, comme l'a montré la recherche historique des dernières décennies, que le Québec d'avant 1960 s'urbanisait et se syndiquait au même rythme que l'Ontario ; qu'une bourgeoisie canadienne-française considérait le relèvement économique comme une condition essentielle de la reconquête nationale ; que Duplessis mit en place un excellent réseau de collègues techniques et fit construire plusieurs centaines d'écoles pour se conformer à la Loi sur l'instruction obligatoire (qu'il avait combattue) ; que les femmes à la tête des congrégations féminines dirigèrent d'énormes établissements ; que les militants de l'Action catholique des années 1940 et 1950 furent souvent à l'origine de réformes introduites durant la Révolution tranquille ; qu'une vie culturelle dynamique prit son envol bien avant *L'Osstidcho* ; que les extrémistes de droite d'avant 1960 furent probablement moins nombreux que les maoïstes des années 1970.

Pour une jeune femme ambitieuse qui rêvait de s'accomplir professionnellement et de fonder une famille, le Québec des années 1950 offrait bien peu de perspectives d'avenir. Il en était de même pour les artistes dits d'avant-garde, inspirés par les surréalistes parisiens, rêvant d'en finir avec l'Occident des Lumières. Mais pour une pieuse paysanne de Bellechasse ou des Bois-Francs, membre des Filles d'Isabelle, le Canada français catholique était une terre bénie. Pour de jeunes parents du milieu ouvrier qui achetaient leur premier bungalow alors que, dans les années 1930, ils avaient grandi dans les taudis de Saint-Henri, le Québec des années 1950 était rempli de promesses. Pour certains, il y eut sans doute une « Grande Noirceur », mais pour d'autres, il n'en fut rien. L'appréciation du passé par celles et ceux qui l'ont vécu est très subjective. Quant à la société globale, les recherches historiques les plus sérieuses vont toujours dans le même sens : si nos élites se méfièrent de l'État jusqu'en 1960 — une erreur si l'on en juge par le redressement national qui suivra —, le Québec d'avant la Révolution tranquille ne fut pas isolé du reste du monde ou étranger aux mutations techniques et philosophiques qu'entraîna la modernité industrielle, politique et culturelle. Les Canadiens français d'autrefois étaient attentifs à ce qui se faisait ailleurs, se

posaient des questions et s'étaient adaptés aux principaux changements de leur temps.

Mais si l'historiographie tend à déboulonner la Grande Noirceur, d'autres motifs plus personnels, donc plus fondamentaux, ont façonné mon rapport au Québec d'autrefois. Ma réaction à ce grand récit glorieux de notre entrée dans la modernité ne participe pas seulement d'une démarche historique purement rationnelle ou « citoyenne ». Elle témoigne d'un rapport existentiel au passé qu'il me faut éclairer pour permettre au lecteur de comprendre la démarche qui a inspiré les essais qu'on trouvera dans ce livre.

Mon rapport au passé est celui d'un héritier reconnaissant, solidaire des femmes et des hommes qui ont fait ce pays. Si je n'ignore pas que nos ancêtres étaient, comme nous, des êtres imparfaits, capables du meilleur et du pire, ils m'inspirent néanmoins un profond sentiment de gratitude. Sans leur ténacité, leurs sacrifices, leurs rêves et leurs ambitions, nous ne serions rien, ou si peu. Ce respect pour les anciens me vient de mon grand-père Bédard. C'était un Canadien français fier de ses origines qui me raconta très tôt l'histoire de notre famille. Il avait hérité de la « maison paternelle », une bien modeste habitation construite sur une terre de Portneuf défrichée par son arrière-grand-père. Il se reconnut dans Maurice Duplessis, fit confiance à Réal Caouette et appuya René Lévesque — notre « nouveau Duplessis », répétait-il. Il ne visita Montréal qu'à quelques reprises pour célébrer le mariage de ses enfants ou le baptême de ses petits-enfants. Grâce à la radio et à la télévision, il était cependant branché sur le monde ; l'heure des nouvelles était sacrée. Je me souviens que le drame des *boat people* l'avait bouleversé. Un homme parfois entêté mais fondamentalement curieux qui aimait discuter, argumenter. Un être fier, droit comme un chêne, capable de penser par lui-même, ne suivant pas toujours les prescriptions de son curé — « Je ne me confesse qu'à Dieu », me confia-t-il un jour, sûr de son jugement. Un bon vivant qui aimait les fêtes, adorait les conteurs et les chansons à répondre, ne manquait jamais un épisode de *Soirée canadienne*. En plus de faire prospérer la ferme de son père, il acheta et vendit des terres, construisit une érablière, éleva sept enfants avec

sa femme, vécut douloureusement le deuil de son benjamin, mort tragiquement à l'âge de deux ans.

Ce sont des hommes comme lui qui ont bâti le Québec, au fil des siècles. Sa vie, comme celle de bien des gens de sa génération, a souvent été difficile, mais il a donné le meilleur de lui-même à sa famille et à son pays. La mémoire de ses ancêtres l'a constamment rappelé à son devoir et à ses responsabilités face au monde dont il héritait et qu'il léguerait un jour à ses descendants. Pour mon grand-père, le passé, qu'il n'avait pas appris dans les livres — en a-t-il déjà lu un en entier ? — était une source inépuisable d'inspiration. La persévérance de ses ancêtres, celle notamment de son père orphelin à neuf ans, obligé de s'occuper de sa mère malade dès l'adolescence, avait valeur de témoignage ; elle lui rappelait que d'autres, avant lui, avaient affronté l'existence la tête haute et le poussait à croire que d'autres, après lui, poursuivraient l'œuvre des pionniers. Aucun de ses descendants n'a repris la ferme familiale et depuis son décès, en 1998, plus personne n'habite la « maison paternelle ». Cette absence de relève fut l'une des grandes déceptions de sa vie. Mais au lieu de se braquer ou de s'enfermer dans le ressentiment, il accepta le choix de ses enfants. Lorsqu'il détruisit, l'année même où un premier homme marcha sur la Lune, l'étable construite par son père, c'est tout un monde qui pour lui s'écroulait. Mais mon grand-père savait que si le monde qu'il avait connu se transformait à vue d'œil, le pays n'allait pas s'arrêter avec lui.

On nous l'a assez répété, le Québec moderne a rompu avec le Canada français. Devant le haut taux d'assimilation des francophones hors Québec et face à l'impossibilité de voir reconnue dans la Constitution la dualité culturelle et nationale du Canada, une partie de nos élites se sont rabattues sur l'État québécois, et plusieurs se sont convertis au projet souverainiste. D'autres, comme Pierre Elliott Trudeau, ont choisi Ottawa et l'universalisme abstrait de la Charte canadienne des droits et libertés. Ceux qui refusèrent cette fuite en avant optèrent pour un projet politique qui s'inscrivait dans une histoire longue. L'État du Québec poursuivrait les luttes menées par les générations

antérieures. Voilà pourquoi mon grand-père a pu passer de Maurice Duplessis à René Lévesque.

Pour plusieurs des apôtres de la Révolution tranquille, cette rupture n'était cependant pas suffisante. Il ne fallait pas seulement rompre avec le *Canada français*, mais aussi avec les *Canadiens français*. Non pas seulement tourner le dos à un projet politique, mais en finir avec un type d'hommes. La rupture proposée n'était pas seulement constitutionnelle, elle était existentielle. Le Canadien français de certains révolutionnaires des années 1960 — ceux de *Parti pris* ou du FLQ, par exemple — était un « colonisé », un être « aliéné », un perdant qui avait subi les diktats du clergé et des Anglais. Inspiré par des théoriciens du tiers-monde qui décrivaient un univers bien différent du nôtre, ces jeunes révolutionnaires regardèrent de haut des hommes comme mon grand-père. J'ai souvent l'impression que ce legs de la Révolution tranquille, devenu la doxa d'une certaine intelligentsia dite « progressiste », nous a rendus étrangers à nous-mêmes. Il m'arrive de penser que cette utopie du Québécois nouveau complètement affranchi d'une histoire jugée avilissante et son corollaire, le rejet viscéral du Canadien français, a vicié notre rapport au passé.

Mais je ne désespère pas. Si, au fil des années et des événements, j'ai exploré notre rapport trouble au passé, déconstruit certains discours sur la Grande Noirceur, montré avec d'autres les impasses vers lesquelles nous menait ce reniement de soi, c'est aussi parce que j'ai toujours eu la conviction que mes contemporains, peut-être plus nombreux parmi les jeunes générations, ressentiaient le besoin d'envisager autrement leur aventure collective.

Dégénérations ?

Je filais sur la 132 en direction de Sainte-Luce-sur-Mer où se trouvait la garderie de ma petite Nora. J'avais décidé ce matin-là d'écouter l'un des albums de Mes Aïeux que m'avait prêté une collègue de l'Université du Québec à Rimouski. Quelques semaines plus tôt, j'étais tombé sur un reportage à la télévision consacré aux « Veillées du Plateau » et à la vogue « néo-trad » qui m'avait beaucoup étonné. En me remettant les CD de ce groupe dont je n'avais à peu près jamais entendu parler, ma collègue attira mon attention sur *Dégénérations*, une chanson qui ne tournait pas alors à la radio.

En écoutant les premiers couplets, j'ai été saisi. Cette déférence envers les ancêtres qui avaient labouré la terre, surmonté la misère, fait des enfants tranchait tellement avec l'air du temps. Enfin, me dis-je, on se référerait au passé sans emprunter les chemins de l'autodénigrement ou de la honte de soi. J'ai tout de suite vu dans cette chanson une sorte d'hommage rendu à mes propres grands-parents et arrière-grands-parents qui avaient traversé de dures épreuves avec dignité. Le groupe n'adoptait pas à l'égard de notre époque cette attitude complaisante si répandue. Le présent souffrait même de la comparaison avec le passé. Quelque chose s'était perdu, brisé. En écoutant pour la première fois *Dégénérations*, j'étais bien loin de me douter que cette chanson deviendrait populaire et qu'elle susciterait même une petite controverse. Son fulgurant succès donne à penser que je ne fus pas le seul à avoir été frappé par les paroles

de cette chanson qui a touché des Québécois de tous les milieux et de toutes les générations.

Après coup, j'ai eu le sentiment que le succès de cette chanson avait quelque chose à nous apprendre sur notre rapport au Québec d'avant la Révolution tranquille. Intrigué, j'ai voulu en savoir plus sur ce groupe et sur la vogue du néo-trad. Non seulement pour comprendre le contexte d'émergence de Mes Aïeux mais surtout pour vérifier si *Dégénération*s témoignait d'un nouveau rapport au passé, voire d'une sensibilité politique plus conservatrice.

Du world beat à « l'année des enracinés »

Le groupe Mes Aïeux émerge alors que le Québec se remet à peine du dernier référendum. Les années qui suivent le 30 octobre 1995 sont marquées par d'intenses débats sur l'identité québécoise. Durant l'été 1999, plusieurs intellectuels sont invités à « penser la nation québécoise » dans les pages du quotidien *Le Devoir*. La plupart d'entre eux jugent nécessaire de refonder le projet national sur de nouvelles bases, plus inclusives. La référence à une tradition ou à une forme quelconque d'enracinement dans une expérience historique particulière est jugée trop ethnique¹. Pour être à nouveau légitime, le projet national québécois devait se délester d'une référence trop lourde à l'histoire du groupe francophone majoritaire². Marquées par des appels répétés à « l'ouverture à l'autre » et par des attaques virulentes contre tout ce qui pouvait prendre la forme d'un « repli sur soi », ces années sont hantées par la mauvaise conscience et par la vogue de l'inter/multiculturalisme. Une vogue, faut-il le rappeler, qui n'avait rien de spécifiquement québécoise ou canadienne³. Aux yeux d'une intelligentsia dite progressiste, la mondialisation des échanges, le déclin de l'Occident et la montée des mégapoles sonnaient le glas des États-nations et conduisaient à la nécessaire fusion des cultures dans un grand magma global.

Cette fascination pour la « diversité » — concept flou et lieu

commun⁴ — ne fut pas seulement vécue dans le monde des idées et de la politique, elle se fit aussi sentir dans le domaine de la musique. Durant les années 1980 et 1990, on voit en effet émerger un nouveau genre musical : le world beat, que l'on désigne généralement en français par l'appellation un peu confuse de « musiques du monde ». Ce sont des artistes d'expression anglaise, notamment Peter Gabriel, Johnny Clegg et Paul Simon, qui introduisent ce nouveau genre dans la foulée d'immenses événements de solidarité internationale tels *Live Aid* (1985) ou *A Tribute to Mandela* (1988). Pour témoigner de leur généreuse ouverture, des artistes connus vont pimenter leurs chansons de rythmes traditionnels africains ou s'associer à des musiciens du tiers-monde qui chanteront quelques couplets dans leur langue d'origine. À l'affût de toutes les nouveautés, l'industrie musicale ne tarde pas à promouvoir ce nouveau genre qui, découvre-t-on rapidement, répond aux attentes d'un certain public. En 1990, le magazine *Billboard* fait du world beat une catégorie à part entière ; en 1992, on institue un prix Grammy dévolu aux artistes qui se consacrent à la world music ; en 1994 se tient à Berlin la première exposition dédiée à la world music⁵.

Analyste enthousiaste du phénomène, le sociologue Denis-Constant Martin croit qu'on aurait tort de réduire ce nouveau genre à une banale opération commerciale. Cette musique, insiste-t-il dans un article publié en 1996, serait « un révélateur de manières de représenter le monde et de le reconstruire dans l'imaginaire » ; elle correspondrait à la sensibilité d'une jeunesse pour qui le « monde d'aujourd'hui » serait « un univers entier, sans frontières géographiques ni culturelles » ; elle témoignerait « d'une envie de l'Autre. » La finalité ultime des musiques du monde serait de favoriser le métissage des genres et des cultures, de travailler à des « dynamiques d'hybridation » et, surtout, d'« abolir les distances et les différences entre soi-même, les Siens et les Autres⁶. »

En matière de musiques du monde, la francophonie n'est pas en reste et le Québec suit les grands courants dominants⁷. Le ministre socialiste de la Culture en France, Jack Lang, et quatre-vingt-deux autres personnalités associées à la gauche signent, en

novembre 1991, le *Manifeste pour l'essor des musiques francophones* dans lequel on peut lire : « La francophonie mérite aujourd'hui d'être dépolvoisiée et de s'ouvrir aux musiques du monde. Un francophone, c'est aussi quelqu'un qui chante en lingala, en créole ou en wolof⁸. » Si le texte n'est signé par aucun Québécois, plusieurs manifestations culturelles montréalaises encouragent les musiques du monde. En 1993, *Chansons*, le magazine québécois de l'industrie musicale, se réjouit de voir émerger un « Québec zouk » grâce à des bars comme le Balattou qui font passer de la musique africaine à longueur d'année ou à des événements comme la Carifête, les Nuits d'Afrique, les Rendez-vous transculturels et les Rythmes du monde. Dans le reportage de *Chansons*, les animateurs de ces événements critiquent les pouvoirs publics qui ne les subventionnent pas suffisamment et la population qui boude leur art. L'un d'eux déclare : « Pour avoir du succès, il faut toucher la communauté blanche mais les Blancs ne comprennent pas. Ils n'investissent pas⁹. » Dans l'ensemble, l'article présente positivement cette « ethno-pop » qui témoigne de sociétés « se recomposant sur un mode interculturel » et qui, surtout, « remet en question le concept d'une culture dominante en ouvrant la voie à une culture unificatrice, née d'une appartenance au monde¹⁰ ».

Le 25 mars 1996 se tient à Montréal la seconde rencontre de la Table de concertation sur les pratiques artistiques interculturelles. « Force est de constater, déplore Karen Ricard dans un éditorial de *Chansons*, que le grand métissage culturel, au Québec, n'a pas encore eu lieu. » L'éditorialiste reproche aux chansonniers québécois de ne pas intégrer les artistes issus des minorités et rêve d'un concert qui permettrait le « travail fusionnel des artistes où la joyeuse fanfare rock des Colocs se métiiserait à l'art du *set dancing* irlandais ou à la joyeuse mélancolie du klezmer¹¹ ». Comme si l'appel de l'éditorialiste avait été entendu, les Colocs lancent en 1998 *Dehors novembre*. L'album contient deux excellentes pièces très proche de l'esprit world beat : *Belzébuth* reprend les sonorités du klezmer ; *Tassez-vous de d'là* a des accents reggae et son refrain est interprété en wolof par les frères Diouf, deux artistes sénégalais.

Table des matières

Ouverture	11
1 • Dégénération ?	17
2 • Passé dénationalisé, avenir incertain	37
3 • L'héritage impossible	47
4 • Pierre Falardeau et Denys Arcand, lecteurs de Maurice Séguin	65
5 • La trudeauisation des esprits	77
6 • Duplessis ressuscité au petit écran	105
7 • René Lévesque et l'alliance avec les bleus	129
8 • Octobre ou la thérapie de choc	143
9 • Ethnie : terme fâcheux...	159
10 • Un jésuite au ministère de l'Éducation	173
11 • Penser le conservatisme canadien-français	205

Épilogue • La question de Dany Laferrière	225
Remerciements	239
Origine des textes	241
Notes	243